

Déterminants de la mise en œuvre de l'approche du DCC (Développement Conduit par les Communautés) au Bénin

Determinants of the implementation of the DCC (Community-Driven Development) approach in Benin.

Auteur 1 : TASSOU Isdine.

Auteur 2 : YABI Jacob Aouda.

Auteur 3 : TASSOU Abdou Wassiou.

TASSOU Isdine (Doctorant en Economies des Ressources Naturelles à l'Université de Parakou / Ecole Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau (EDSAE), Doctorant, Université de Parakou, Laboratoire d'Analyses et de Recherches sur les Dynamiques Economiques et Sociales (LARDES), Préfecture de l'Atacora, Bénin).

YABI Jacob Aouda (Professeur Titulaire en Agroéconomie à l'Université de Parakou Directeur de l'Ecole Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau (EDSAE), Laboratoire d'Analyses et de Recherches sur les Dynamiques Economiques et Sociales (LARDES, Bénin).

TASSOU Abdou Wassiou (Research Unit of Animal Health and Biosecurity (URSAB), Laboratory of Animal Sciences and Fisheries (LASAH), National University of Agriculture, 01 P.O Box 55 Porto-Novo, Benin Republic, Benin).

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : TASSOU .I, YABI .J A & TASSOU .A W (2024). « Déterminants de la mise en œuvre de l'approche du DCC (Développement Conduit par les Communautés) au Bénin », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 27 » pp: 0507 – 0526.

Date de soumission : Novembre 2024

Date de publication : Décembre 2024



DOI : 10.5281/zenodo.14508211
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé

L'expérience des programmes de développement piloté par les communautés, fondé sur les principes de transparence, de participation, de responsabilisation et de renforcement des capacités locales, a montré que les populations pauvres sont en mesure de s'organiser efficacement si elles disposent de règles transparentes et clairement énoncées, de l'accès à l'information et d'un soutien technique et financier adapté. Elles peuvent ainsi définir leurs priorités et résoudre des problèmes locaux en collaborant avec les autorités locales et diverses institutions pour construire de petites infrastructures et fournir des services de base.

Au Bénin cette expérience est mise en œuvre de 2003 jusqu'à nos jours à travers différents projets notamment le Programme National de Développement Conduit par les Communautés (PNDCC), le Projet des Services Décentralisés Conduit par les Communautés (PSDCC), le projet ACCESS), le projet de cohésion social des Régions Nord du Golfe DE Guinée avec de très bon résultats obtenus sur le terrain. La mise en œuvre de l'approche du Développement Conduit par les Communautés au Bénin, dans le contexte de la décentralisation a été possible grâce à un certain nombre de facteurs locaux.

Pour parvenir aux résultats de cette étude, une méthodologie a été adoptée, qui a permis dans un premier temps à définir la technique d'échantillonnage, la taille de l'échantillon, la méthode de collecte et de traitement des données et les outils d'analyses. Dans le cas d'espèce, les relations économétriques ont servi d'outils d'analyse des données. Le modèle de Logit a été utilisé pour tester les hypothèses formulées.

Aux termes des analyses il ressort que, le fonctionnement des institutions locales (le Conseil Départemental de Coordination et de Concertation, le Conseil Communal) ; l'engagement communautaire ; le renforcement de capacité des communautés à travers la Formation de Gestion à la Base ; l'existence d'un dispositif de transfert des ressources de la commune vers les communautés et l'assistance ou l'accompagnement technique des projets ont été des facteurs locaux qui ont influencé positivement la mise en œuvre de l'approche du Développement Conduit par les Communautés au Bénin.

Ces facteurs locaux doivent requérir l'attention des décideurs en accordant une importance particulière desdits facteurs dans les politiques sectorielles et notamment dans les réformes structurelles du secteur de la décentralisation en cours dans le pays.

Mots clés : Développement Conduit par les Communautés ; Décentralisation ; Responsabilisation ; Formation de Gestion à la Base ; Atacora.

Abstract

Community development programmes, based on transparency, participation, empowerment and local capacity building, have shown that disadvantaged communities can organise themselves effectively when they have clear rules, access to information and adequate technical and financial support. They can then define their priorities and solve local problems by working with local authorities and various institutions to build small-scale infrastructure and provide basic services. This experience has been implemented in Benin since 2003 as part of various projects, including the Programme National de Développement Conduit par les Communautés (PNDCC), the Projet des Services Décentralisés Conduit par les Communautés (PSDCC), the ACCESS project and the social cohesion project for the Northern Regions of the Gulf of Guinea, with very good results on the ground. The implementation of the Community Led Development approach in Benin, in the context of decentralisation, has been made possible by a number of local factors.

To achieve the results of this study, a methodology was adopted, which initially made it possible to define the sampling technique, the sample size, the data collection and processing method and the tools. analyses. In this case, econometric relationships served as data analysis tools. The Logit model was used to test the formulated hypotheses.

Thus, the functioning of local institutions (the Departmental Coordination and Consultation Council, the Communal Council); community commitment; capacity building of communities through grassroots management training; the existence of a mechanism for transferring resources from the commune to the communities and technical assistance or support for projects have been local factors that have positively influenced the implementation of the Community-Led Development approach in Benin. These local factors must be taken into account by decision-makers, who must give particular importance to these factors in sectoral policies and, in particular, in the structural reforms of the decentralisation sector currently underway in the country.

Keywords : Community-driven development; Decentralisation; Accountability; Grassroots management training; Atacora.

Introduction

L'histoire du développement des pays en Afrique de l'Ouest est caractérisée par des systèmes politiques fermés, qui nous enseigne depuis les années 1960 que, les différents résultats dans l'exécution des multiples projets de développement ont donné des résultats mitigés. Les échecs sont restés nombreux, les succès rares ou incertains malgré les quantités impressionnantes de ressources (humaines, matérielles et financières) et les espoirs légitimes suscités. (*Claude OUATTARA*, juin 2003).

En effet, plusieurs infrastructures construites par l'Etat central ou par les communes à travers le pays et notamment dans la zone d'étude, sont soit inachevées, soit mal construites ou construites au profit des populations mais non utilisées ou non fréquentées par ces dernières. C'est le constat fait dans certaines localités de la zone d'étude. Ainsi, dans l'arrondissement de Péporiyakou dans la commune de Natitingou, un marché construit en faveur des populations de ladite localité avec les ressources du Programme National du Développement Conduit par les Communautés (PNDCC), dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la mairie reste abandonnée et non fréquentée par populations bénéficiaires. C'est aussi le cas avec les travaux d'entretien courant classique des pistes embranchement Pingou – Yopiaka – PK 10 et Matéri – Tantéga PK – PK 6 dans la commune de Matéri qui sont abandonnés. La réhabilitation de six (06) forages équipés de pompe à motricité dans la même commune restée sans suite. Les travaux de construction d'un module de trois classes avec bureau et magasin et d'un bloc de latrine à quatre (04) cabines à l'EPP de Bogodori arrondissement de Tantéga n'a pas connu une suite favorable.

Les causes de ces échecs cumulés montrent à travers des analyses successives que la responsabilisation effective des populations à la base est une des conditions incontournables pour accroître les chances de succès d'un développement qui ne peut ni s'administrer, ni s'imposer tout simplement parce qu'on ne développe pas mais on se développe. (*Claude OUATTARA*, juin 2003)

Depuis une dizaine d'années, face aux difficultés auxquelles se heurtent les institutions locales dans plusieurs pays, qui se remettent des crises politiques ou économiques de la fin des années 1990, le Développement Conduit par les Communautés (DCC) s'impose comme une stratégie opérationnelle de premier plan pour assurer la prestation des services. Bon nombre de gouvernements nationaux sont séduits par ses principes de responsabilisation des décideurs locaux et de prise de contrôle direct des ressources par les groupes communautaires (BIRD, 2010). L'approche du DCC est une approche de développement décentralisée qui met l'accent

sur les priorités telles que définies par les communautés elles-mêmes, qui les responsabilisent et leur donne les moyens de participer activement à leur propre essor.

Au Bénin, cette expérience a été mise en œuvre depuis 2003 à nos jours à travers le projet National du Développement Conduit par les Communautés (PNDC) ; le Projet de Service Décentralisé Conduit par les Communautés (PSDCC) ; Projet d'Appui aux Communes et Communautés pour l'Expansion des Services Sociaux de Base (ACCESS), avec de bons résultats. Plus de 1517 communautés (Rapport **14^{ème} mission de supervision PSDCC**) **durant leur période de mise en œuvre (2014-2017 pour le PSDCC ; 2019-2022 pour ACCESS)** à travers le programme de Formation de Gestion à la Base (FGB), qui a impacté 747 041 personnes dont 42 % de femmes et des personnes vivant avec un handicap et une réalisation de plus 5 115 infrastructures toutes catégories confondues et une amélioration de l'accès aux services sociaux de base des communautés.

Ces résultats satisfaisants aux yeux des dirigeants ont été obtenus grâce à un certain nombre de facteurs endogènes non encore mis en exergue. Le présent article se propose d'analyser les déterminants locaux qui ont facilité la mise en œuvre de l'approche du Développement Conduit par les Communautés au Bénin.

1.1. Méthodologie de recherche

Dans cette partie, nous allons aborder successivement, les objectifs et les hypothèses de travail, les méthodes de collecte et d'analyse des données, les outils d'analyses et les méthodes de vérifications des hypothèses formulées.

Choix de l'approche méthodologique retenu

L'approche méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude est de type classique. Celle là même, qui consiste à évoquer les objectifs et les hypothèses de recherche, le choix des variables, la technique de détermination de l'échantillon et le choix de l'outil d'analyse.

1.1.1 Objectifs et hypothèses de recherche

1.1.1.1.Objectif spécifique de l'étude : Analyser les déterminants locaux qui favorisent la mise en œuvre de l'approche du DCC au Bénin.

1.1.1.2.Hypothèses de recherche

La théorie de développement endogène développée par John Friedmann et Walter Stöhr, nous a servi de référence à la formulation de l'hypothèse de travail. Pour ces deux auteurs, le DCC est une approche volontariste, axée sur un territoire restreint, qui conçoit le développement comme une démarche partant du bas, privilégiant les ressources endogènes. Cette approche fait

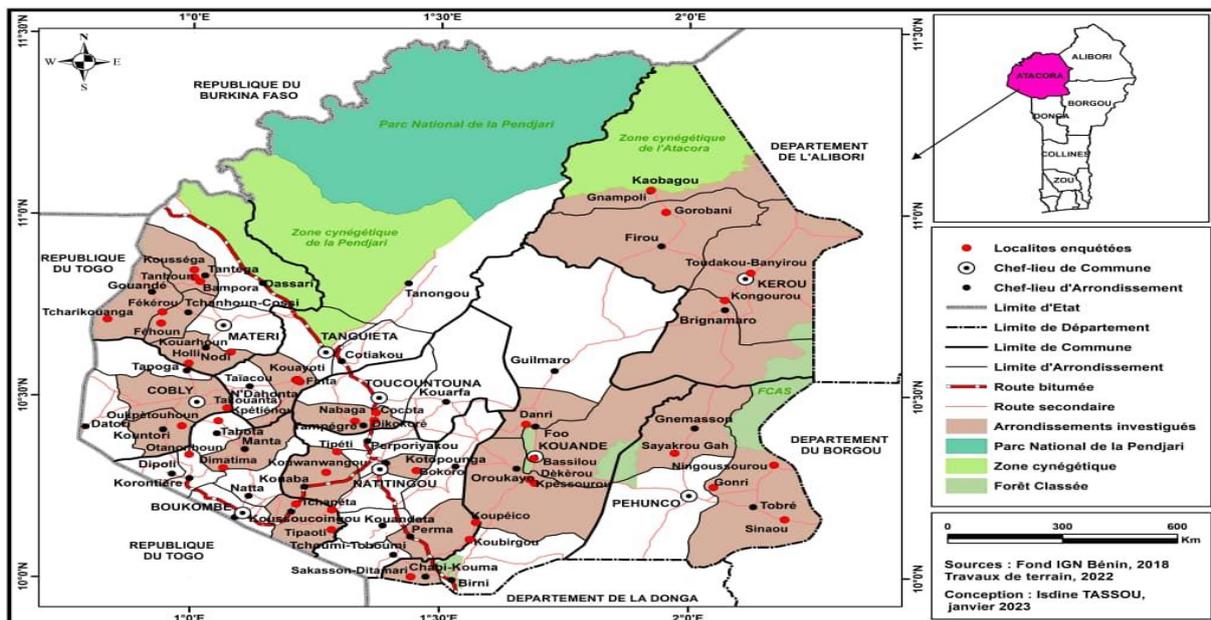
appel aux traditions et potentialités locales et insiste particulièrement sur la prise en compte des valeurs culturelles et sur le recours à des modalités coopératives.

Au vue de cette théorie, l'hypothèse de recherche se formule ainsi qu'il suit : « l'existence des Association de Développement Villageois (ADV) et les organes afférents, le fonctionnement du Conseil Communal, l'accompagnement des cadres communaux, le fonctionnement des organes infra communaux, le fonctionnement du Conseil Départemental de Concertation et de Coordination, le dispositif de transfert des ressources de la commune vers les communautés, l'engagement communautaire, les stations/radios communautaires, le niveau d'instruction des membres des ADV favorisent la mise en œuvre de l'approche du DCC au Bénin ».

Pour conduire cette étude, nous avons proposé une démarche méthodologique classique, prenant en compte un certain nombre d'éléments : présentation de la zone d'étude, la description des variables à utiliser dans les modèles, la collecte, l'analyse des données et la méthode de vérification des hypothèses.

1.1.2. Présentation de la zone d'étude

Figure 1 : Carte administrative du département de l'Atacora



Source : Auteur à partir des données

L'étude a été réalisée dans la partie septentrionale du Bénin, précisément dans le département de l'Atacora. Elle s'est déroulée dans les 09 communes dudit département (Figure 1). Les communautés échantillonnées se résument dans le tableau ci-après.

Tableau n°1 : Technique d'échantillonnage

Communes	Communautés	Communauté par commune	Individus échantillonné
BOUKOUMBE	TIPAOTI	5	25
	DIDOMPE		
	TAKOQUANTA		
	DIMATEMA		
	TCHAPETTA		
NATITINGOU	BOCORO	5	25
	KOUWANWANGOU		
	KOUPEICO		
	KOUBIRGOU		
	TIPETI		
TOUCOUNTOUNA	DIKOKORE	3	15
	KOKOTA		
	NABAGA		
KOUANDE	BASSILOU	5	25
	SAKASSON-DITAMARI		
	PESSOUROU		
	DEKEROU		
	DANRI		
MATERI	FEHOUN	8	40
	FEKEROU		
	TANHOUN		
	BAMPORA		
	HOLLI		
	KOUARIHOUN		
	KOUSSEGA		
	TCHARIKONGA		
TANGUIETA	TAIACOU	3	15
	FINTA		

Communes	Communautés	Communauté par commune	Individus échantillonné
	KOUAYOTI		
KEROU	GOROBANI	5	25
	GANDO-BAKA		
	YAMPOLI		
	TOUDAKOU		
	KONGOUROU		
COBLY	OKPINTOUHOUN	4	20
	OTANONHOUN		
	KPETIENOU		
	N'SERMA YATIKOUA		
PEHUNCO	GONRI	4	20
	SAYAKROU GAH		
	NIMGOUSSOUROU		
	SINAOU		
Total		42	255

Source : Source auteur, 2022

Quarante-deux communautés sélectionnées ont été choisi de façon aléatoire, parmi les communautés des projets ayant mis en œuvre le DCC à travers les projets PNDCC, PSDCC et ACCESS. Par communauté 05 membres ont été échantillonnés appartement aux bureaux des organes des Associations de Développement Villageois (ADC), Comité Technique de Mise en Œuvre (CTMO), Comité Villageois d'Identification (CTI). Au total, la taille de notre échantillon est de 255 individus.

1.1.3. Collecte et analyse de données.

Avant d'aborder la technique de collecte de données utilisée dans le cadre de cette étude, nous allons faire une brève descriptive des variables utilisées.

1.1.3.1. Description des variables.

- NivInstADV : Niveau d'instruction des membres des bureaux des associations de développement villageois ;

- EngComm : Engagement communautaire. Il permet de voir le niveau d'implication des communautés dans la réalisation des infrastructures ;
- AccompMairie : Accompagnement des cadres de la mairie. Cette variable nous permet de mesurer les efforts d'accompagnement en termes d'appui technique de la mairie dans la réalisation des infrastructures ;
- AssistProjet : L'assistance des projets d'intervention dans la réalisation des ouvrages. Elle permet de voir l'appui technique apporté par les projets d'intervention dans la réalisation des infrastructures ;
- Comlocal : Cette variable permet d'analyser le niveau d'information autour des membres des ADV/ADQ ;
- ExistDispoTR : Existence du dispositif de transfert des ressources de la commune vers la communauté. Le circuit de transfert des ressources au Bénin existe sous la forme du Fonds d'Appui au Développement des communes (FADeC). Il permet le transfert des ressources du niveau central vers la commune. Mais ce dispositif n'a pas prévu le transfert des ressources du niveau central au niveau communautaire. Donc nous pensons que, le dispositif mis en place à travers la Maîtrise d'Ouvrage Communal permettant le transfert des ressources de la commune vers les communautés est un déterminant important dans la réussite de l'approche DCC au Bénin ;
- FGB : Formation Gestion à la Base. Eu égard au faible niveau d'instruction des communautés, un paqué de renforcement des capacités à l'adresse des communautés est fait pour mieux exercer les rôles que sont les siens ;
- FonctSCC : Fonctionnement des sessions du conseil communal. Ici, il est question de vérifier le nombre de préoccupations abordé par les sessions Ordinaire/extraordinaire sur le Développement Conduit par les Communautés ;
- FonctCDCC : Fonctionnement du Conseil Départemental de Concertation et de Coordination. C'est une instance départementale chargé de valider les sous projets communautaires à être exécuté par les communautés.

Le tableau n°2 : Technique de collecte des données.

Variables des hypothèses	Données à collecter	Modalités et code associé	Source de collecter des données
Niveau d'instruction des membres des organes des ADV/ADQ	Niveau de scolarisation des membres des organes des ADV	0 aucun niveau d'instruction 1 au moins niveau primaire	Membres des organes des ADV
EngComm	Engagement communautaire (adhésion des communautés à la réalisation des activités)	0 pour non 1 oui	Communauté
AccompMairie	Présence de la mairie aux activités des communautés	0 pour non 1 pour oui	Liste de présence des séances des Communautés
AssistProjet	Présence du projet aux activités des communautés	Quantitative	Liste de présence des séances des Communautés
Comlocal (Implication des radios communautaires dans les activités communautaires)	Nombre d'émission en lien avec le DCC de la radio communautaire	Quantitative	Liste des activités des radios communautaires dans la réalisation des activités
ExistDispoTR	Vérification de l'existence d'Outils de transfert des ressources entre la TC et une IMF	0 pour non et 1 pour existence de dispositif de transfert de ressource	TC, mairie, CLCAM, SSDCC/ACCESS, Conafil, Trésor
FGB	Déroulement des 8 modules de gestion à la base au profit des communautés	0 pour non déroulement des 8 modules de FGB ;	Liste des ateliers de renforcement de capacité à l'adresse des communautés par les structures d'appui ;

		1 pour déroulement de l'ensemble des modules	Cahier de charge des formateurs de gestion à la base ; PTA des structures d'appui
FonctSCC	Existence de délibération sur les sous projets communautaires	0 pas de délibération au profit des sous-projets communautaires 1-présence de délibération sur les sous-projets communautaires	Délibération des sessions des conseil communaux
FonctCDCC	Existence d'arrêté d'approbation des sous projets communautaires	0 pas de délibération au profit des sous-projets communautaires 1-présence de délibération sur les sous-projets communautaire	Arrêtés d'approbation de la préfecture

Source : Auteur, 2022

1.1.3.2.Outils d'analyse des données.

La régression logistique binaire a été utilisée pour l'analyse des données. Dans le cadre de ces travaux, plus de données secondaires que primaires ont été utilisé. Les données secondaires ont été collectées auprès des structures telles que : la Préfecture de l'Atacora, toutes les neuf communes du département de l'Atacora, les Recettes Perceptions des communes d'intervention de l'étude, les CLCAM, le SSDCC/ACCESS, la Commission Nationale des Finances Locales (CONAFIL), la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, la Direction de la Planification et des Affaires Financières du Ministère de la Décentralisation et de Gouvernance Locale. Quant aux données primaires, elles sont collectées auprès du Contrôleur Financier du

projet ACCESS, les Acteur de Dynamiques Communautaire (ADC) mis en place par les projets PSDCC et ACCESS, le formateur de gestion à la base recruté par le projet ACCESS/PSDCC, les responsables des bureaux des associations de développement villageois (ADV), les cadres des mairies (Chef du Service Technique, Chef du Service des Affaires Financières, Secrétaires Généraux des mairies, Personnes Responsables des Marchés Publics, Chefs du Service du Développement Local et de la Planification), des cadres préfectoraux (Chef du Service de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Chef du Service de la Tutelle, du Contentieux et de la Coopération Décentralisée, Préfet).

Ainsi, pour analyser les données, nous avons utilisé un modèle logistique binaire. La variable dépendante est la réalisation des ouvrages selon l'approche du DCC et les variables explicatives sont les facteurs locaux institutionnels (fonctionnement des organes infra communaux, fonctionnement du Conseil Communal, fonctionnement du Conseil Départemental de Concertation et de Coordination), les facteurs locaux organisationnels (Assistance du projet ADC, CFR ; Renforcement de capacité FGB ; Appui des services de la mairie, engagement communautaire, implication des radios communautaires pour faciliter l'information) et les facteurs locaux financiers et économiques (Existence de dispositif de transfert de ressources de la commune à la communauté).

Le modèle théorique se présente ainsi qu'il suit :

$y = \beta_0 + \beta_i X_i + \epsilon_i$ Ou y est la variable dépendante, β_0 le terme constant, β_i les coefficients des variables explicatives ; X_i les variables explicatives, ϵ_i est le terme d'erreur.

De façon concrète, le modèle se présente comme il suit :

$Ougrave = \beta_0 + \beta_1 FonctSCC + \beta_2 FonctCDCC + \beta_3 AssistProjet + \beta_4 EngComm + \beta_5 FGB + \beta_6 AppMairie + \beta_7 ExistDispTR + \beta_8 NivInstrcADV + \beta_9 ComLocal.$

Avec :

FonctSCC : Fonctionnement session communale ;

FonctCDCC : Fonctionnement du conseil département de concertation et de coordination ;

AssistProjet : Assistance du projet ;

FGB : Formation de Gestion à la Base ;

AppMairie : Appui des services techniques de la mairie ;

ExistDispTR : Existence d'un dispositif de transfert de ressources de la commune vers la communauté ;

NivInstrcADV : Niveau d'instruction des membres des organes des ADV

EngComm : L'engagement communautaire ;

ComLocal : La communication à travers la radio communautaire.

Pour estimer notre modèle, nous avons utilisé comme estimateur, le maximum de vraisemblance, à cause de la nature de la variable endogène. Le logiciel statistique utilisé pour l'estimation est le SPSS version 21.

2- Résultats

Les résultats de SPSS 21 se présentent ainsi qu'il suit.

2.1. Significativité globale du modèle : texte de Fisher

Tableau n° 3 : Test de Fisher

Variables dans l'équation							
		A	E.S.	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Etape 0	Constante	-0,588	0,168	12,216	1	0,000	0,556

Source : SPSS 21, à partir des Bases de données du PSDCC, ACCESS, Mairies, 2022

La significativité globale du modèle est appréciée à travers la statistique de Fisher. Ainsi, la probabilité associée au test de Fisher est de 0.000 dans le cadre de cette régression logistique binaire. Cette probabilité qui reste inférieure à 0,05 % au seuil de 5%, nous indique que le modèle est globalement significatif au seuil de 5%.

2.2. Pouvoir explicatif du modèle : Valeur de R²

La valeur de R² dans une estimation économétrique, nous permet de voir le pouvoir explicatif des variables exogènes introduites dans le modèle en lien avec le phénomène étudié. Le tableau ci-après présente le R² obtenu dans le cadre de cette régression.

2.3. Récapitulatif des modèles

Tableau n° 4 : Valeur de R²

Etape	-2log-vraisemblance	R-deux de Cox & Snell	R-deux de Nagelkerke
1	21,306	0,688	0,945

Source : Obtenu sous SPSS 21 à partir des données de PSDCC, ACCESS, Mairies, 2022

Les résultats issus du SPSS 21 grâce aux données obtenues auprès des bases de données du PSDCC, de ACCESS et des données obtenues auprès des mairies, montrent la valeur de R² de Cox & Snell égale à 0.688, environ 0,69. Ce qui montre que, le R² est de 69 %. Ce qui signifie que, la réalisation des ouvrages selon le Développement Conduit par les Communautés est expliquée à 69 % par les différentes variables explicatives contenues dans le modèle.

2.4. Coefficients des variables explicatives

Tableau n° 5 : Variables dans l'équation

Variabes	A	E.S.	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
FonctCDCC	4,344	2,420	3,223	1	0,073	77,034
FonctSCC	1,218	2,236	,297	1	0,586	3,381
AssistProjet	3,094	1,780	3,021	1	0,082	22,056
FGB	5,882	2,479	5,628	1	0,018	358,579
AppuiMairie	0,326	1,524	0,046	1	0,831	1,385
EngComm	3,489	1,695	4,237	1	0,040	32,759
NivInstrucADV	2,677	2,216	1,460	1	0,227	14,543
ComLocal	0,047	1,434	0,001	1	0,974	1,048
ExistDispoTR	3,826	1,821	4,415	1	0,036	45,900
Constante	-13,103	5,246	6,239	1	0,012	0,000

Source : Obtenu sous SPSS 21 à partir des bases de données de PSDCC, ACCESS et mairie, 2022

2.5. Interprétation des résultats.

Les résultats issus de la régression obtenue avec le SPSS 21 à partir des données provenant des bases de données du PSDCC, de ACCESS et des informations recueillies auprès des administrations communales de la zone d'étude montrent que :

FonctCDCC : S'agissant du fonctionnement du Conseil Départemental de Concertation et de Coordination (CDCC), on constate que la modalité « oui » est significative. Le signe positif obtenu est conforme. Ainsi, Toutes choses étant égales par ailleurs, la probabilité pour qu'un ouvrage soit réalisé selon l'approche du Développement Conduit par les Communautés est d'autant plus importante que le Conseil Départemental de Concertation et de Coordination tiennent régulièrement ses sessions d'approbation des sous projets communautaires. En effet, le Conseil Départemental de Concertation et de Coordination est une instance, présidé par le Préfet autour des maires, du président de l'association des parents d'élèves et du président de l'Union Départementale des producteurs, examine la cohérence des dossier des Sous projets communautaires, procède à l'approbation desdits sous projet communautaires destinés à être mis en œuvre.

AssistProjet : l'appui ou l'assistance des différents projets ayant mis en œuvre le DCC est aussi vérifié par l'analyse économétrique. Le coefficient de la modalité « oui » de la variable Assist

Projet est positif et donc statistiquement différent de zéro, ce qui est conforme avec les attentes. Ainsi, la réalisation des ouvrages de petites tailles selon l'approche du Développement Conduit par les Communautés a plus de chance de succès de mise en œuvre avec l'appui ou l'assistance d'un expert aux communautés.

FGB : Pour mettre en œuvre les sous projets communautaires, les compétences des communautés concernées doivent être renforcées. Un important programme de renforcement des compétences des communautés par la FGB est donc élaboré par les projets. A cet effet, un Consultant Formateur Senior en Gestion à la Base (FGB Senior) est recruté, dont le rôle est de responsabiliser et d'assurer la qualité du processus d'accompagnement des Communautés bénéficiaires en matière de renforcement de leurs capacité pour la gestion du cycle de leurs sous projets communautaires. Le programme de FGB comprend huit (08) modules classiques de FGB et trois (03) modules de capacitation et d'habilitation des APDC. Les huit (08) modules classiques de FGB sont : l'information et la Communication avec les Communautés (COM) ; l'Organisation et la Dynamique Communautaire (ODC) ; l'Evaluation Participative de la Pauvreté et l'Evaluation Participative des Besoins (EPP-EPB) ; la Planification Participative et Opérationnelle d'un Sous projet (PPOSP) qui porte sur les outils opérationnels de planification, de gestion et d'évaluation du sous projet communautaire initié ; le Suivi-Evaluation Participatif (SEP) ; la Passation des Marchés avec les Communautés (PMC) qui se consacre aux modes et aux types de marchés en passation des marchés communautaires, au suivi du contrat des prestataires et aux différentes phases d'un marché communautaire ; la Gestion Financière d'un Sous Projet Communautaire (GF SPC) qui est consacré comme intitulé aux outils du suivi financier et comptable du budget consacré à l'exécution d'un sous projet communautaire ; l'Entretien et la Maintenance des Equipements et des Infrastructures Communautaires (MAINT) dont la finalité des outils mis en œuvre est la réalisation d'un plan d'entretien et de maintenance qui garantit la durabilité de l'infrastructure.

Ainsi, les résultats de la régression ont montré que les modalités de la variables FGB sont statistiquement différent de zéro, c'est-à-dire significatifs. La modalité « non » étant prise comme référence le signe positif obtenu indique que, la réalisation des ouvrages selon l'approche du DCC dépend d'un renforcement de capacité des communautés en absence d'un niveau d'instruction adéquat pour passer des commandes publiques.

EngComm : l'examen des coefficients de la régression montre que, sans aucun doute, l'engagement communautaire est un facteur de réussite de la mise en œuvre de l'approche du DCC au Bénin. En effet, la probabilité de réaliser des ouvrages ou des infrastructures de petites

tailles selon l'approche du DCC dépend de l'engagement des communautés. Selon les théories du développement communautaire et des expériences du DCC obtenues dans certains pays, l'engagement communautaire constitue un élément important dans la mise en œuvre du développement communautaire dans le contexte de la décentralisation. En effet, le coefficient associé à la variable est statistiquement différent de zéro et a un signe positif.

ExistDispoTR : Pour ce qui est de la variable ExistDispoTR, les résultats montrent que la probabilité associée au paramètre de ladite variable est inférieure à 5%, Ce qui signifie que le coefficient est statistiquement différent de zéro. Ainsi, le dispositif mis en place pour le transfert des ressources de la commune vers la communauté est facteur favorable à la mise en œuvre de l'Approche du Développement Conduit par les Communautés. En d'autres termes, la chance de réussite de l'approche du DCC est d'autant plus importante que, lorsque les communautés sont accompagnées financièrement à travers un dispositif de transfert de ressources de la commune vers les communautés.

3. Discussions

Plusieurs travaux similaires ont été faits dans la sous-région et en l'Afrique, notamment au Togo, au Congo Brazzaville et à Madagascar. Pour monsieur FOUSSENI Nouridini de la République du Togo, qui a travaillé sur : « **Développement Communautaire Participatif dans un contexte de décentralisation : planification stratégique du développement de la plaine de Mô (sous-préfecture de Mô au Togo)** ».

IL a montré dans ces travaux que :

- le manque de renforcement de capacités rend les membres du bureau du CVD inactifs et empêche de ce fait le CVD d'être un véritable moteur de développement local. Les compétences opérationnelles qu'il faut pour exercer efficacement leurs fonctions respectives en tant que membres au sein de cette organisation font défaut. Ce résultat collabore les résultats de nos travaux, notamment pour ce qui est de la Formation de Gestion à la Base, qui est facteur ayant impacté positivement la mise en œuvre de l'approche du Développement Conduit par les Communautés, en l'absence d'un niveau d'instruction faible/insuffisant des communautés ;
- l'ignorance et le manque de motivation chez la plupart de la population à s'intéresser aux choses publiques est un réel problème dont fait cas plusieurs CVD. Cette thèse est confirmée par les résultats de l'étude, qui indiquent que, l'engagement communautaire est un facteur importance dans la réussite de l'approche communautaire dans un contexte de décentralisation, donc du Développement Conduit par les Communautés.

Notons que CVD signifie « Comité Villageois de Développement » est synonyme de ADV dans notre contexte au Bénin, qui signifie « Association de Développement Villageois » ;

- le manque de ressources financières et matérielles pouvant soutenir les initiatives du CVD. Les initiatives prises par le CVD ne se concrétisent pas faute de moyens (matériels, financiers). Ce résultat concourt au même résultat que notre travail, dans la mesure où nos travaux ont montré que le transfert des ressources de la commune vers les communautés est un facteur de succès de l'approche du DCC au Bénin. Ce dispositif de transfert de ressources permet de mettre à disposition des communautés des ressources nécessaires pour réaliser des infrastructures de type petite taille ;
- le faible niveau d'instruction des premiers responsables, le président et le secrétaire empêche le CVD à prendre plus d'initiatives et à résoudre certains problèmes qui nécessitent plus d'expériences et d'ouverture vers l'extérieur. Ce résultat est diamétralement opposé à nos résultats. En effet, nos résultats ont montré que le faible niveau d'instruction des communautés n'est pas un facteur de blocage à la mise en œuvre de l'approche DCC au Bénin. Nos résultats ont montré que, la FGB permet de combler le gap ou l'insuffisance du niveau d'instruction des communautés.
- les Services Techniques Déconcentrés de l'Etat veillent à ce que les microprojets proposés entrent bien dans le cadre de la politique sectorielle de leur ministère, ne font pas double emploi avec des réalisations passées, actuelles ou prévues, et sont cohérents avec les priorités nationales. Ce résultat collabore avec nos travaux, relatifs au fonctionnement du Conseil Départemental de Concertation et de Coordination (CDCC), qui, en effet, est une instance qui veille sur la cohérence des sous-projets communautaires avec les orientations nationales et veille à leur prise en compte dans le Plan de Développement Communal.

Dans sa thèse de doctorat, en science sociales appliquées sur la participation citoyenne dans les processus de mise en œuvre de l'approche du Développement Conduit par les Communautés (DCC), SÈDJRO MAHUGNON OLATOUNDJI JAMES ALLABI, a montré que :

- la responsabilité des institutions génitrices d'ADV/ADQ et des communautés dans la mise en œuvre du DCC est un facteur de réussite. Son résultat collabore bien avec nos résultats sur l'engagement des communautés dans le développement de leur cité commune. Cela met en scelle le rôle et la responsabilité des communes dans l'animation

de la vie communautaire et plus largement le débat sur l'effectivité de la décentralisation des pouvoirs vers les communes ;

- la capacitation des individus et le fonctionnement démocratique des ADV favoriseraient la transformation du rapport social et la réalisation effective des infrastructures socioéconomiques. Ce qui est en droite ligne avec nos recherches, notamment sur le renforcement des capacités des communautés dans la mise en œuvre du DCC, en situation d'un niveau d'instruction peu souhaitable ;
- au regard des procédures de passation de marchés publics, encadrant l'attribution et le contrôle de l'exécution des projets de DCC, le professionnalisme des prestataires et un accompagnement technique des communautés est un facteur essentiel à la réalisation effective des projets de DCC. Cette thèse s'inscrit dans la même dynamique que nos travaux, dans la mesure où l'appui technique des projets ayant mis en œuvre le DCC au Bénin est facteur de réussite de la mise en œuvre de l'approche.

Conclusion

Le Développement Conduit par les Communautés dans le contexte de la décentralisation a eu des résultats intéressants au terme de mise en œuvre des différents projets ayant mise en œuvre l'approche. Ces résultats intéressants sont atteints grâce à un certain nombre de facteurs locaux dans le département de l'Atacora. Le présent article a mis en exergue les facteurs locaux qui ont facilité la mise en œuvre du DCC au Bénin. En effet, les résultats ont montré que le coefficient associé au niveau d'instruction des communautés n'étant pas significatif, le bas niveau d'instruction des communaux n'est donc pas un facteur de blocage à la mise en œuvre de l'approche du DCC au Bénin comme le pensent beaucoup d'acteurs, en d'autres termes, on peut bien faire confiance aux communautés, malgré l'insuffisance du niveau d'instruction à la réalisation des infrastructures de petites tailles. En lieu et place du niveau d'instruction, la FGB a été un élément crucial qui a contribué à faire une mise à niveau des communautés dans la mise en œuvre du DCC au Bénin. L'engagement communautaire a été un autre facteur de succès de mise en œuvre du DCC au Bénin, de même que les appuis institutionnels au niveau communal et départemental.

Outre ces facteurs, le dispositif de transfert des ressources de la commune vers les communautés n'est pas resté en marge des facteurs ayant impulsé la mise en œuvre de l'approche du Développement Conduit par les Communautés. En effet, plusieurs interrogations se formulaient dans l'esprit de plusieurs acteurs quant au transfert des ressources de la commune vers la communauté, en l'absence des outils financiers communautaires les interrogations remontaient à comment les ressources pouvaient être mises à la disposition des communautés pour la réalisation des infrastructures communautaires. Ce dispositif de transfert des ressources a été d'une utilité qui a impacté positivement la mise en œuvre du DCC au Bénin.

Références

- Amougou Thierry (2007).** Quel développement pour l'Afrique subsaharienne, 2007.
- André Lemelin et Richard Morin (1991).** L'approche locale et communautaire au développement économique des zones défavorisées : le cas de Montréal.
- Claude OUATTARA (2003).** Développement communautaire et réduction de la pauvreté dans un contexte de décentralisation.
- Clément Mercier, Ph.D et Denis Bourque, Ph.D (2012).** Approches et modèles de pratiques en développement des communautés : approches de développement intégré.
- Elsa Assidon, 2000.** À la recherche d'un paradigme du développement.
- Marielle Tremblay et Pierre-André Tremblay,** les Contributions Sociales et Economiques des Organismes Communautaires de la Corporation de Développement Communautaire du ROC.
- Kalidou KY (2012).** Incitation des populations a une meilleure participation aux projets et programmes de développement : cas du programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales.
- Laurence Carmichael, (2007).** Revue de Développement Communautaire.
- Nalini Kumar (2003).** Développement mené par la communauté : Leçons tirées du Sahel.
- Marielle TREMBLAY, Pierre-André TREMBLAY, 1998 :** Les contributions sociales et Economiques des organisations communautaires de la corporation de Développement communautaire du ROC.
- Majella Simard (2018).** Bilan et perspectives nouvelles d'une expérience de développement communautaire en milieu rural fragile.
- Normand Lauzon et Laurent Bossard (2005).** Processus de Décentralisation et Développement local en Afrique de l'Ouest.
- Pierre-Noël Denieuil (1999).** Introduction aux théories et à quelques pratiques du Développement local et territorial.
- Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie, 2017.**
Le développement des communautés. Quels enjeux pour les organismes communautaires.
- SÈDJRO MAHUGNON OLATOUNDJI JAMES ALLABI, 2021.** Participation citoyenne dans les processus de mise en œuvre de l'approche du développement conduit par les communautés (dcc).
- Xavier Greffe, 1996.** Sciences Economiques et Développement Endogène.

Yvan Comeau, professeur, Université Laval, Louis Favreau, professeur, Université du Québec à Hull (2002). Développement économique communautaire : une synthèse de l'expérience québécoise.

William Bolouvi, 2007. Quel développement pour l'Afrique subsaharienne.